

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1398

13 juin 2013

SOMMAIRE

Administra S.à r.l.	67077	Groupe Azur S.A.	67058
Atlantic Fund Services S.A.	67077	Matma S.A.	67104
Bamboo Finance	67091	Nastia	67063
Brean Murray Carret Luxembourg S.à r.l.	67104	New Car Marketing S.à.r.l.	67062
Bureau DB et JK S.à r.l.	67077	NEXANS Re	67062
Carpathian Holdings S.à r.l.	67104	Nikkei Invest Corporation S.A., SPF	67061
Cascades Canada ULC., Luxembourg Branch	67089	Nordea Bank S.A.	67063
Cascades Canada ULC., Luxembourg Branch	67079	North Investment Protected Note Issuer	67062
Collie S.A.	67090	North Investment Protected Note Issuer	67062
Cougar Holding S.A.	67059	Outlet Mall Group Holding S.à r.l.	67063
DECATHLON International Shareholding Plan S.C.A.	67060	Outlet Mall Neumunster S.à r.l.	67063
DEXIA Asset Management Luxembourg S.A.	67102	Pan European Ventures S.A.	67062
Dinkel	67059	Panev S.A.	67063
Dounia S.A.	67058	Phenix Investments S.A.	67064
Dredging and Maritime Management	67065	Phenix Investments S.A.	67064
Dyckerhoff Luxembourg SA	67059	Pictet Select	67064
Electricité Samir & Jorge S.à.r.l.	67060	Project Development & Management S.A.	67058
Gadbusch Invest Lux S.à r.l.	67060	Promonova S.A.	67064
Gallia Invest S.à r.l.	67059	Proteuss S.A.	67064
GAMTrax Luxembourg S.A.	67061	Remus S.à r.l.	67089
GCMF (Lux)	67061	Siena Investments S.A.	67058
GEEG S.A.	67061	Swedish Wind 2 S.à r.l.	67094
Globality S.A.	67060	Tec Equipments S.A.	67101
		Zalia S.à r.l.	67103

Siena Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 81.578.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013: -

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n°RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour SIENA INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013053614/16.

(130065518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Project Development & Management S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 86.074.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:-

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour Project Development & Management S.A.

Référence de publication: 2013053543/16.

(130065136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Dounia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7480 Tuntange, 10, rue des Bois.

R.C.S. Luxembourg B 117.416.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DOUNIA S.A.

Référence de publication: 2013053972/10.

(130066382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Groupe Azur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 115.352.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054060/10.

(130066060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Cougar Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 138.068.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 23 avril 2013 lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société Cougar Holding S.A.

- Monsieur Thierry TRIBOULOT a démissionné de son mandat d'administrateur de la société avec effet au 23 avril 2013;

- Madame Noeleen GOES-FARRELL, née à Baile Atha Cliath (Dublin), Irlande, le 28 décembre 1966, et résidant professionnellement à 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été cooptée administrateur de la Société avec effet au 23 avril 2013. Son mandat prendra fin le 16 avril 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cougar Holding S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013053949/18.

(130066302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Dinkel, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 143.876.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

C.W. Karsten

Gérante

Référence de publication: 2013053955/12.

(130066257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Dyckerhoff Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 50, rue Romain Fandel.
R.C.S. Luxembourg B 53.446.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053976/10.

(130066098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Gallia Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 60, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 162.002.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013054040/14.

(130066916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Electricité Samir & Jorge S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4571 Obercorn, 48, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 150.134.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053993/10.

(130066636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Globality S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 134.471.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013054025/10.

(130066474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Gadebusch Invest Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 173.203.

Extrait pour dépôt de cession de parts

La soussignée Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, certifie par la présente avoir reçu en son étude une cession de parts ayant eu lieu par acte sous seing privé en date du 5 avril 2013 entre Monsieur Andreas Luecke, Rechtsanwalt, Steuerberater, né le 6 mai 1963 à Offenbach/Main, demeurant à D-22359 Hamburg, Huusborgstieg 16 (le cédant) et la société Gadebusch Invest GmbH, avec siège à D-19205 Gadebusch, Erich-Weinert-Str. 14, HRB 11340 (le cessionnaire) dont l'intégralité des parts sociales a été cédée.

La notaire déclare également que ce présent extrait vaut mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013054022/16.

(130066496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

DECATHLON International Shareholding Plan S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 118.164.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires réunis à Luxembourg le 25 avril 2013

(...)

L'assemblée décide de renouveler les mandats de:

- Monsieur Hugues Delpire
- Monsieur Nicolas Ghesquières
- Monsieur Bruno Rose
- Monsieur Alhard von Ketelhodt

au sein du Conseil de surveillance pour une durée d'une année, soit jusqu'à la tenue de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice social 2013.

L'assemblée décide également de reconduire le mandat de réviseur d'entreprises agréé confié à la société GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A. pour la révision des comptes des exercices 2013, 2014 et 2015.

Référence de publication: 2013053961/18.

(130066094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

GAMTrax Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 176.308.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 23 avril 2013

Délégué(s) à la gestion journalière;

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration de la Société tenu en date du 23 avril 2013 que:

- Monsieur Frédéric Delforge, né le 27 juillet 1968 à Etterbeek (Belgique), demeurant au 9, Avenue de la Renardière, B-1380 Lasne, Belgique, a été nommé à la fonction de délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 23 avril 2013 et ce, pour une durée indéterminée.

Délégué(s) à la gestion journalière - pouvoir de signature:

- Il a également été décidé que tous les documents portant sur des activités couvertes par l'autorisation d'établissement doivent être signés en conformité avec les statuts et nécessairement par Monsieur Frédéric Delforge.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GAMTrax Luxembourg S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2013054041/20.

(130065878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

GCMF (Lux), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 175.945.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 26 avril 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013054044/11.

(130066395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

GEEG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2652 Luxembourg, 221, rue Albert Uden.
R.C.S. Luxembourg B 162.026.

—
Les comptes annuels clos au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054046/10.

(130066410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Nikkei Invest Corporation S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 44.354.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2013054233/13.

(130066118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

NIP, North Investment Protected Note Issuer, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.925.

Le bilan au 28/02/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054235/10.

(130066694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

NIP, North Investment Protected Note Issuer, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.925.

Le bilan au 28/02/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054236/10.

(130066697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

New Car Marketing S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 113, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 28.852.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054230/10.

(130066564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

NEXANS Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 133.741.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société NEXANS Re

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013054232/11.

(130066817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Pan European Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 38.052.

Le bilan rectificatif de la société au 31/12/2011 (en remplacement du bilan déposé le 22/04/2013 – Référence L130063096) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013054267/13.

(130066512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Outlet Mall Neumunster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 140.551.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013054243/10.

(130066586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Outlet Mall Group Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 97.674.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013054241/10.

(130066493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Nordea Bank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 14.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nordea Bank S.A.

Référence de publication: 2013054226/10.

(130066624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Nastia, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 88.825.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STRATEGO INTERNATIONAL SARL

Commissaire

Référence de publication: 2013054228/11.

(130066506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Panev S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 41.036.

Le bilan rectificatif de la société au 31/12/2011 (en remplacement du bilan déposé le 22/04/2013 – référence L130063094) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013054268/13.

(130066511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Phenix Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 154.123.

—
Extraits du Procès verbal de l'assemblée générale du 2 avril 2013

- L'assemblée générale ratifie la démission de Monsieur Aurélien FORTIN administrateur et approuve en remplacement la nomination de Monsieur Marc AUGIER demeurant professionnellement au 11-12 Avenue Emile Reuter à L-2420 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire se tenant en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013054273/13.

(130066577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Phenix Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 154.123.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013054274/10.

(130066578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Promonova S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3321 Berchem, 22, rue Hans Adam.
R.C.S. Luxembourg B 99.667.

—
Le Bilan abregé au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12/04/2013.

Référence de publication: 2013054282/10.

(130066268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Proteuss S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9707 Clervaux, 5, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 103.856.

—
Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054284/10.

(130066581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Pictet Select, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 158.927.

—
Le Bilan pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013054259/11.

(130066198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

DMM, Dredging and Maritime Management, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 34-36, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 51.009.

L'an deux mille treize, le dix-huit avril,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains,

s'est tenu l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Dredging and Maritime Management S.A., en abrégé DMM, ayant son siège social à 34-36, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen, constituée suivant acte notarié en date du 3 mai 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 372 du 7 août 1995 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 51.009.

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur David Luty, employé privé, avec adresse professionnelle à 34-36, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen.

Le président choisit comme secrétaire Madame Geraldine Bondroit, employée privée, avec adresse professionnelle à 34-36, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Inge De Groot, employée privée, avec adresse professionnelle à 34-36, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1 L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1.1 Modification de l'article 3 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«La société a pour objet l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion des navires de mer ainsi que toutes opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

La société peut en outre exercer les activités maritimes suivantes:

Travaux de dragage, travaux maritimes, travaux de remblai, installations de roches, renflouement d'épaves, installation de tuyaux et de câbles sous-marins, travaux de sondage en mer, installation d'éoliennes en mer.»

1.2 Adoption de nouveaux statuts rédigés en langue anglaise suivis d'une traduction en français. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

1.3 Divers.

2 Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membre du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les personnes présentes et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte.

3 Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre de jour.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«La société a pour objet l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion des navires de mer ainsi que toutes opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

La société peut en outre exercer les activités maritimes suivantes:

Travaux de dragage, travaux maritimes, travaux de remblai, installations de roches, renflouement d'épaves, installation de tuyaux et de câbles sous-marins, travaux de sondage en mer, installation d'éoliennes en mer.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de refondre complètement les statuts de la société et d'adopter également une version en langue anglaise des statuts.

L'assemblée générale décide en outre qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français des statuts de la société, le texte anglais primera.

Les statuts de la société, dans leurs versions anglaise et française, auront désormais la teneur suivante:

«Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société anonyme (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders.

The Company will exist under the name of "Dredging and Maritime Management S.A.", in abbreviation "DMM"

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the municipality of Capellen, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the same municipality by a resolution of the Board of Directors.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that, in the view of the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Directors.

Art. 3. Object. The object of the Company is the purchase, the sale, the freighting, the chartering and the management of sea-going vessels, and all financial and commercial operations and activities relating directly or indirectly thereto.

In addition, the Company may perform maritime activities, dredging works, maritime works / reclamation works, rock installations, salvage of wrecks, offshore pipeline and cable installation works, offshore survey works and offshore wind turbine installations.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders, voting with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation for any amendment of the Articles of Incorporation and pursuant to article 31 of the Articles of Incorporation, without prejudice to any mandatory provisions of the Laws.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twenty-five million euro (EUR 25,000,000.-) divided into one million (1,000,000) shares, with no par value, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

The shares will be in the form of registered shares or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders, with the exception of those shares for which the Laws prescribe the registered form.

The shares are freely transferable.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

With respect to the bearer shares, the Company shall issue bearer share certificates to the relevant shareholders in the form and with the indications prescribed by the Laws. The Company may issue multiple bearer share certificates.

The transfer of bearer shares shall be made by the mere delivery of the bearer share certificate(s).

With respect to the registered shares, a shareholders' register, which may be examined by any shareholder, will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class (if any) of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register may be delivered to the shareholders upon their request. The Company may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of registered shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 7. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own shares. The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the Laws.

Chapter III. - Board of directors, Auditors

Art. 8. Board of Directors. The Company shall be managed by a board of directors, composed of not less than three members, who need not be shareholders themselves (the "Board of Directors"). If and as long as the Company has only one (1) shareholder, the Board of Directors may comprise one (1) member only.

The members of the Board of Directors will be appointed by the general meeting of shareholders, who will determine their number and the duration of their mandate, which may not exceed six (6) years. They are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed members of the Board of Directors as class A director (the "Class A Director") or class B director (the "Class B Director").

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining members of the Board of Directors may elect by co-optation a new director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders, which shall ratify such co-optation or elect a new member of the Board of Directors instead.

The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 9. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholders or to the auditor(s) are in the competence of the Board of Directors.

Art. 10. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of its choice.

The Board of Directors may also delegate other special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice.

The remuneration and other benefits granted to the person(s) to whom the daily management has been entrusted must be reported annually by the Board of Directors to the general meeting of shareholders.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Director or by the joint signatures of any two (2) members of the Board of Directors.

However, if the shareholders have qualified the Directors as Class A Directors or as Class B Directors, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) Class A Director and one (1) Class B Director.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person to whom special signatory power has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such special power.

Art. 11. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Board of Directors himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the "Secretary").

The Board of Directors will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by majority vote of the directors present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Directors shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

The meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Directors may from time to time determine.

Any member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another member of the Board of Directors as his proxy. Any member of the Board of Directors may represent one or several members of the Board of Directors.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of at least half (1/2) of the members of the Board of Directors holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Board of Directors present or represented at such meeting.

One or more members of the Board of Directors may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. The Board of Directors may determine any additional rules regarding the above in its internal regulations.

A written decision, signed by all the members of the Board of Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Directors.

Art. 12. Resolutions of the Board of Directors. The resolutions of the Directors shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Directors will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions adopted by the Directors as well as of the minutes of the general meeting of shareholders, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Director or by any two (2) Directors acting jointly.

The resolutions adopted by the single Director shall be documented in writing and signed by the single Director.

Art. 13. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the general meeting of shareholders, the members of the Board of Directors may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the members of the Board of Directors in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 14. Conflicts of Interest. If any member of the Board of Directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member shall disclose such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction.

Such transaction and such Director's interest therein shall be disclosed in a special report to the next general meeting of shareholders before any vote by the latter on any other resolution.

If the Board of Directors only comprises one (1) member it suffices that the transactions between the Company and its director, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that a member of the Board of Directors, or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 15. Directors' Liability - Indemnification. No member of the Board of Directors commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Members of the Board of Directors are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any member of the Board of Directors, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been director, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 16. Confidentiality. Even after cessation of their mandate or function, any member of the Board of Directors, as well as any person who is invited to attend a meeting of the Board of Directors, shall not disclose information on the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such divulgation is required (i) by a legal or regulatory provision applicable to sociétés anonymes or (ii) for the public benefit.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by one or more statutory auditors, who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditor(s), if any, will be appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their number and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be

removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders, save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of Luxembourg law, only be removed for serious causes or by mutual agreement.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 18. Powers of the General Meeting of Shareholders. The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders will be held on the third Thursday of the month of May at 10:00 a.m..

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. The Board of Directors or the statutory auditor(s) (if any) may convene general meetings of shareholders (in addition to the annual general meeting of shareholders). Such meetings must be convened if shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's capital so require.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Board of Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Shareholders will meet upon issuance (including, if appropriate, its publication) of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder. The Board of Directors may determine any conditions that must be fulfilled in order for a shareholder to take part in a general meeting of shareholders.

Shareholders, participating in a general meeting of shareholders by visioconference or any other similar means of telecommunication allowing for their identification, shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Board of Directors or, in their absence, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the bureau of the general meeting.

Art. 24. Adjournment. The Board of Directors may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by four (4) weeks. The Board of Directors must adjourn a meeting if so required by shareholders representing at least twenty percent (20%) of the Company's issued capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

Art. 25. Vote. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

The shareholders are authorized to cast their vote by ballot papers («formulaires») expressed in the English language.

Any ballot paper ("formulaire") shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper ("formulaire") which does not bear any of the following indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant shareholder;
- total number of shares held by the relevant shareholder in the share capital of the Company and, if applicable, number of shares of each class held by the relevant shareholder in the share capital of the Company;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of shares for which the relevant shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorized representative of the relevant shareholder.

Any ballot paper ("formulaire") shall be received by the Company no later than five (5) p.m. (Luxembourg time) on the day on which banks are generally open for business in Luxembourg immediately preceding the day of the general meeting of shareholders. Any ballot paper ("formulaire") received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper ("formulaire") shall be deemed to have been received:

- (a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company: at the time of delivery; or
- (b) if delivered by fax: at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half (1/2) of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present at a first meeting, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by the Laws, a two thirds (2/3^{rds}) majority of the votes cast by the shareholders present or represented is required at any such general meeting.

Art. 26. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the members of the bureau present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

Chapter V. - Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 27. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 28. Adoption of Financial Statements. The Board of Directors shall prepare, for approval by the shareholders, annual statutory and/or consolidated accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg accounting practice.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 29. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits, will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Board of Directors may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Board of Directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 30. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Board of Directors or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by a general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Suit la version française du texte qui précède:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société anonyme (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois») et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un actionnaire unique, propriétaire de la totalité des actions, ou plusieurs actionnaires.

La Société adopte la dénomination «Dredging and Maritime Management S.A.», en abrégé "DMM".

Art. 2. Siège Social. Le siège social est établi dans la Commune de Capellen.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la Commune de Cappelenn par une décision du Conseil d'Administration.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration.

Dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le Conseil d'Administration.

Art. 3. Objet. La société a pour objet l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion des navires de mer ainsi que toutes opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

La société peut en outre exercer les activités maritimes suivantes:

Travaux de dragage, travaux maritimes, travaux de remblai, installations de roches, renflouement d'épaves, installation de tuyaux et de câbles sous-marins, travaux de sondage en mer, installation d'éoliennes en mer.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts pour toute modification des Statuts, et conformément à l'article 31 des Statuts, sans préjudice des dispositions impératives des Lois.

Chapitre II. Capital, Actions

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à vingt-cinq millions d'euros (EUR 25.000.000,-) divisé en un million (1.000.000) d'actions sans valeur nominale, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux actions sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaires, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux actionnaires ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Actions. Chaque action donne droit à une voix.

Les actions seront nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires, à l'exception des cas où les Lois exigent des actions nominatives.

Les actions sont librement cessibles.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-propriétaires d'actions, les créanciers gagistes et donneurs de gage sur actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Concernant les actions au porteur, la Société doit émettre aux actionnaires concernés des certificats d'actions au porteur dans les formes et avec les mentions imposées par les Lois. La Société peut émettre des certificats d'actions au porteur multiples.

La cession d'actions au porteur s'effectue par la seule remise des certificats d'actions au porteur.

Concernant les actions nominatives, un registre des actionnaires, qui pourra être consulté par tout actionnaire, sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et de la catégorie de ses actions (s'il y en a), l'indication des paiements effectués sur ces actions ainsi que les cessions des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions nominatives résultera des inscriptions dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires à leur demande. La Société peut émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que conformément aux règles relatives aux cessions de créances définies à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

La propriété d'une action emporte de plein droit acceptation des Statuts et des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Rachat d'actions. La Société peut racheter ses propres actions. L'acquisition et la détention de ses propres actions s'effectuera conformément aux conditions et dans les limites fixées par les Lois.

Chapitre III. - Conseil d'administration, Commissaires

Art. 8. Gestion. La Société est gérée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, lesquels n'auront pas besoin d'être actionnaires (le «Conseil d'Administration»). Si et aussi longtemps que la Société ne comptera qu'un (1) actionnaire, le Conseil d'Administration pourra être composé d'un (1) seul membre.

Les membres du Conseil d'Administration seront élus par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne pourra excéder six (6) ans. Ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision adoptée par l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires pourra décider de qualifier les membres désignés du Conseil d'Administration comme administrateur de catégorie A (les «Administrateurs de Catégorie A») ou administrateur de catégorie B (les «Administrateurs de Catégorie B»).

En cas de vacance d'un poste au Conseil d'Administration, les membres restants du Conseil d'Administration peuvent élire par cooptation un nouvel administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui devra ratifier cette cooptation ou élire un nouveau membre du Conseil d'Administration.

Les actionnaires ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 9. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois à l'assemblée générale des actionnaires ou au(x) commissaires(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 10. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix.

Le Conseil d'Administration peut également déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

La rémunération et les autres avantages accordés au(x) personne(s) auxquelles la gestion journalière de la Société a été confiée devront être rapportés annuellement par le Conseil d'Administration à l'assemblée générale des actionnaires.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de l'Administrateur unique ou par la signature conjointe de deux (2) membres du Conseil d'Administration.

Toutefois, si les actionnaires ont qualifié les Administrateurs d'Administrateurs de Catégorie A ou d'Administrateurs de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie A et d'un Administrateur de Catégorie B.

La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même membre du Conseil

d'Administration et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration (le «Secrétaire»).

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil d'Administration doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil d'Administration, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil d'Administration. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil d'Administration.

Les réunions du Conseil d'Administration se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration pourra déterminer de temps à autre.

Tout membre du Conseil d'Administration pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre membre du Conseil d'Administration comme son mandataire. Tout membre du Conseil d'Administration pourra représenter un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer que si au moins la moitié (1/2) des membres du Conseil d'Administration en fonction est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Le Conseil d'Administration pourra déterminer toute autre règle concernant ce qui précède dans son règlement intérieur.

Une décision écrite, signée par tous les membres du Conseil d'Administration, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration.

Art. 12. Résolutions du Conseil d'Administration. Les résolutions des Administrateurs doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites adoptées par les Administrateurs aussi bien que les procès-verbaux de l'assemblée générale des actionnaires, destinés à être produit en justice ou ailleurs, pourront être signés par l'Administrateur unique ou par deux (2) Administrateurs agissant conjointement.

Les résolutions adoptées par l'Administrateur unique seront consignées par écrit et signées par l'Administrateur unique.

Art. 13. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, les membres du Conseil d'Administration peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 14. Conflits d'Intérêt. Si un membre du Conseil d'Administration de la Société a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, celui-ci devra en aviser le Conseil d'Administration et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet d'une telle transaction.

Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires dans un rapport spécial et au plus tard avant tout vote ou toute autre décision.

Si le Conseil d'Administration comprend un membre unique, il suffit qu'il soit fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un membre du Conseil d'Administration ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, associé, membre, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou

entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas, en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 15. Responsabilité des Administrateurs - Indemnisation. Les membres du Conseil d'Administration n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les membres du Conseil d'Administration sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserà tout membre du Conseil d'Administration, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 16. Confidentialité. Même après la cessation de leur mandat ou fonction, tout membre du Conseil d'Administration, de même que toute personne invitée à participer à une réunion du Conseil d'Administration, ne devra pas dévoiler des informations sur la Société dont la divulgation pourrait avoir des conséquences défavorables pour celle-ci, à moins que cette révélation ne soit exigée par (i) une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou (ii) l'intérêt du public.

Art. 17. Commissaires - Réviseurs d'entreprises agréés. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, devront être contrôlés par un ou plusieurs commissaires, qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes actionnaires.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s), s'il y en a, seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires, à l'exception des réviseurs d'entreprises agréés qui peuvent seulement, par dispositions du droit luxembourgeois, être révoqués pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 18. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par les Statuts et les Lois. L'actionnaire unique exerce les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le troisième jeudi du mois de mai à 10:00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Le Conseil d'Administration ou le(s) commissaire(s) (s'il y en a) peuvent convoquer des assemblées générales d'actionnaires (en plus de l'assemblée générale annuelle des actionnaires). De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société le demandent.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendront au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché du Luxembourg et pourront se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le Conseil d'Administration, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. Les actionnaires se réuniront après envoi (y compris, si nécessaire, publication) d'une convocation conformément aux Statuts ou aux Lois.

La convocation envoyée aux actionnaires indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des actionnaires. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'actionnaires doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale d'actionnaires.

Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée générale des actionnaires en désignant par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a besoin d'être lui-même actionnaire. Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation d'un actionnaire aux assemblées générales des actionnaires.

Les actionnaires participant à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou toute autre méthode de télécommunication similaire permettant leur identification, seront considérés comme présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces méthodes de télécommunication doivent satisfaire à toutes les exigences techniques afin de permettre la participation effective à l'assemblée et les délibérations de l'assemblée doivent être retransmises de manière continue.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des actionnaires est présidée par le Président ou par une personne désignée par le Conseil d'Administration ou, en leur absence, par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élit un (1) scrutateur parmi les actionnaires participant à l'assemblée générale des actionnaires.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Prorogation. Le Conseil d'Administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale des actionnaires à quatre (4) semaines. Le Conseil d'Administration doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital émis de la Société.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà adoptée.

L'assemblée générale des actionnaires prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

Art. 25. Vote. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Les actionnaires sont autorisés à exprimer leurs votes au moyen de formulaires rédigés en langue anglaise.

Tout formulaire devra être remis en main propre contre décharge, ou envoyé par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, au siège social de la Société ou adressé par fax au numéro de fax du siège social de la Société.

Tout formulaire de vote qui ne comporte pas l'une des mentions ou indications suivantes doit être considéré comme nul et ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum:

- nom et siège social et/ou résidence de l'actionnaire concerné;
- nombre total d'actions détenues par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société et, si nécessaire, le nombre d'actions de chaque catégorie détenu par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société;
- ordre du jour de l'assemblée générale;
- indication par l'actionnaire concerné, pour chacune des résolutions proposées, du nombre d'actions pour lesquelles l'actionnaire concerné s'abstient, vote en faveur ou contre la résolution proposée; et
- nom, titre et signature du représentant dûment autorisé de l'actionnaire concerné.

Tout formulaire devra être reçu par la Société au plus tard à dix-sept (17) heures, heure de Luxembourg, le jour ouvrable à Luxembourg précédant immédiatement le jour de l'assemblée générale des actionnaires. Tout formulaire reçu par la Société après cette date limite ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Un formulaire sera considéré comme ayant été reçu:

(a) s'il a été remis en main propre contre décharge, par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue; à l'heure de la remise;

ou

(b) s'il a été délivré par fax, à l'heure indiquée avec le numéro de fax sur le rapport de transmission de l'appareil ayant reçu le fax.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de

majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) de toutes les actions émises. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis. Afin d'adopter les résolutions proposées, et sauf disposition contraire des Lois, une majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés est exigée à cette assemblée générale.

Art. 26. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par les membres du bureau et peuvent être signés par tous les actionnaires ou mandataires d'actionnaires qui en font la demande.

Chapitre V. - Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 27. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 28. Approbation des Comptes Annuels. Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels et/ou les comptes consolidés, pour approbation par les actionnaires, conformément aux dispositions des Lois et à la pratique comptable luxembourgeoise.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation.

Art. 29. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale») conformément à la loi. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux actionnaires, chaque action donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, le Conseil d'Administration peut procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux actionnaires. Le Conseil d'Administration déterminera le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 30. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles fixées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par le Conseil d'Administration ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale), nommée par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) actionnaire(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 31. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, et en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont évalués à environ mille sept cent cinquante euros (EUR 1.750).

Plus rien étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10.30 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. Luty, G. Bondroit, I. De Groot, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 19 avril 2013. REM/2013/653. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013051263/670.

(130062491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

**Bureau DB et JK S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Administra S.à r.l.).**

Siège social: L-5610 Mondorf-les-Bains, 15, avenue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 154.934.

L'an deux mille treize, le neuf avril.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Denis Gérard Braun, gérant de société, demeurant à F-57350 Stiring-Wendel, 26B, rue Saint Hubert.

Le comparant déclare être le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée ADMINISTRA S. à r. l., ayant son siège social à L-5610 Mondorf-les-Bains, 7, avenue des Bains, constituée suivant acte notarié du 10 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2056 du 1^{er} octobre 2010.

Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune.

Le comparant, agissant en sa qualité d'associé unique de la société, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses résolutions:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la société à L-5610 Mondorf-les-Bains, 15, avenue des Bains.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la société en «Bureau DB et JK S. à r. l.» et de donner la teneur suivante à l'article 4 des statuts:

« **Art. 4.** La société prend la dénomination de «Bureau DB et JK S. à r. l.».

Troisième résolution

L'associé unique décide de nommer comme gérant technique de la société pour une durée indéterminée Monsieur Denis Gérard BRAUN.

L'associé unique décide de nommer comme gérant administratif de la société pour une durée indéterminée Monsieur Jean KAYSER, comptable, demeurant à L-5692 Elvange, 13, Cité Ovenacker.

La société est valablement engagée par la signature d'un des gérants.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation en langue du pays au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. BRAUN, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 11 avril 2013. Relation: REM/2013/614 Reçu soixante-quinze euros 75.-€.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 18 avril 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013051756/40.

(130062729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Atlantic Fund Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 162.891.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth of April.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"Atlantic Fund Services Sp. z o.o.", a company organised under the laws of Poland, having its registered office at Ul. Cybernetyki no. 21, O2-677, Warsaw, Poland, registered under the REGON number 011234672

here represented by:

Mr Uwe GEISSLER, residing professionally in Luxembourg,
pursuant to a proxy dated 27 March and 8 April 2013,

which proxy, after being signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present notarial deed for registration purposes.

The appearing party, represented as stated here above, is the sole shareholder of "ATLANTIC FUND SERVICES S.A." (the "Company"), a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 162.891, with registered office is at 20, rue Eugène Ruppert, L-1453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed of 21 July 2011, published in the Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, number 2507 of 18 October 2011. The articles of incorporation have been modified pursuant to a deed of the undersigned notary on 31 May 2012, published in the Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, number 1699 of 5 July 2012.

The sole shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions they adopt among themselves:

First resolution

The sole shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of hundred thousand euro (EUR 100,000.-) so as to raise it from its present amount of three hundred thousand and ten euro (EUR 310,000.-) to an amount of four hundred and ten thousand euro (EUR 410,000.-) through the issue of one thousand (1,000) shares, having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, to be paid-in up to 25% with a share premium of one hundred thousand euro (EUR 100,000.-).

Subscription - Payment

"Atlantic Fund Services Sp. z o.o.", above-mentioned, declared to subscribe one thousand (1,000) New Shares.

All the new shares have been paid-in up to 25%, so that the amount of hundred and twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-) is as from now at the disposal of the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution of hundred and twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-) will be allocated as follows: (i) twenty-five thousand euro (EUR 25,000.-) will be allocated to the share capital of the company and (ii) one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) will be allocated to the share premium account.

Second resolution

As a result of the above resolution, the sole shareholder resolved to amend article 5, first paragraph, of the articles of incorporation, which will from now on read as follows:

Art. 5. (first paragraph). "The issued capital is set at four hundred and ten thousand euro (EUR 410,000.-), consisting of four thousand one hundred (4,100) registered shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-)."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at two thousand euro.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the proxy holder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing proxy holder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the same proxy holder of the appearing party, known by the notary by her surname, first name, civil status and residence, said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quinze avril.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Atlantic Fund Services Sp. z o.o., une société de droit polonais ayant son siège social au Ul. Cybernatyki no.21, 02-677, Varsovie, Pologne, enregistrée sous le numéro REGON 011234672

ici représentée par:

Monsieur Uwe GEISSLER, demeurant professionnellement à Luxembourg,
en vertu d'une procuration datée des 27 mars et 8 avril 2013,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'associé unique de la société «ATLANTIC FUND SERVICES S.A.» (la «Société»), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20 rue Eugène

Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 162891, constituée après acte notarié du 21 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2507 du 18 octobre 2011. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 31 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1699 du 5 juillet 2012.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent mille euros (EUR 100.000.-) afin de le porter de son montant actuel de trois cent dix mille euros (EUR 310.000.-) à quatre cent dix mille euros (EUR 410.000.-) par l'émission de mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune à libérer à concurrence de 25 % et émises avec une prime d'émission totale de cent mille Euros (EUR 100.000.-).

Souscription et paiement

"Atlantic Fund Services Sp. z o.o.", préqualifiée, a déclaré souscrire les mille (1.000) nouvelles actions.

Toutes les nouvelles actions ont été libérées à concurrence de 25 % en numéraire, de sorte que la somme de cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.500.-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000.-) sera alloué au capital social pour le montant de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000.-) et cent mille euros (EUR 100.000.-) seront alloués au compte de prime d'émission.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution adoptée ci-dessus, l'actionnaire unique a décidé de modifier l'article 5, alinéa premier, des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

Art. 5. (alinéa 1^{er}). «Le capital social émis de la Société est fixé à quatre cent dix mille euros (EUR 410.000.-) représenté par quatre mille cent (4.100) actions avec une valeur au pair de cent euros (EUR 100.-) chacune».

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à deux euros.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la mandataire de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande de la même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: U. GEISLER, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 avril 2013. Relation: EAC/2013/5093. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013051117/100.

(130062770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Cascades Canada ULC., Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 158.794.

CERTIFICATE OF AMALGAMATION

Amalgamate Alberta Corporation - Registration Statement

Alberta Registration Date: 2012/12/31

Corporate Access Number: 2017205630

Service Request Number: 19017111

Alberta Corporation Type: Named Alberta Corporation

Legal Entity Name: CASCADES CANADA ULC

French Equivalent Name:

Nuans Number:

Nuans Date:

French Nuans Number:

French Nuans Date:

REGISTERED ADDRESS

Street: 3400, 350 - 7TH AVENUE SW

Legal Description:

City: CALGARY

Province: ALBERTA

Postal Code: T2P 3N9

RECORDS ADDRESS

Street:

Legal Description:

City: Province:

Postal Code:

ADDRESS FOR SERVICE BY MAIL

Post Office

Box:

City:

Province:

Postal Code:

Internet Mail ID:

Share Structure: REFER TO SHARE STRUCTURE ATTACHMENT

Share Transfers Restrictions: REFER TO RESTRICTIONS ON SHARE TRANSFER ATTACHMENT

Number of Directors:

Min Number Of Directors: 1

Max Number Of Directors: 10

Business Restricted To: NONE

Business Restricted From: NONE

Other Provisions: REFER TO OTHER RULES OR PROVISIONS ATTACHMENT

Professional Endorsement

Provided:

Future Dating Required:

Registration Date: 2012/12/31

Director

Last Name: HALL

First Name: ROBERT

Middle Name: F.

Street/Box Number: 404 MARIE VICTORIN

City: KINGSEY FALLS

Province: QUEBEC

Postal Code: JOA 1BO

Country:

Resident Canadian: Y

Named On Stat Dec:

Last Name: HOGG

First Name: ALLAN

Middle Name:

Street/Box Number: 404 MARIE VICTORIN

City: KINGSEY FALLS

Province: QUEBEC

Postal Code: JOA 1BO

Country:

Resident Canadian: Y

Named On Stat Dec:

Last Name: LEMAIRE

First Name: ALAIN
 Middle Name:
 Street/Box Number: 404 MARIE VICTORIN
 City: KINGSEY FALLS
 Province: QUEBEC
 Postal Code: J0A 1B0
 Country:
 Resident Canadian: Y
 Named On Stat Dec:
 Last Name: LEMAIRE
 First Name: LAURENT
 Middle Name:
 Street/Box Number: 404 MARIE VICTORIN
 City: KINGSEY FALLS
 Province: QUEBEC
 Postal Code: JOA 1B0
 Country:
 Resident Canadian: Y
 Named On Stat Dec:
 Amalgamating Corporation

Corporate Access Number	Legal Entity Name
2016152692	CASCADES CANADA ULC
2017178605	BIRD PACKAGING LIMITED
2017181104	PAPERSOURCE CONVERTING MILL CORP

Attachment

Attachment Type	Microfilm Bar Code	Date Recorded
Other Rules or Provisions	ELECTRONIC	2012/12/31
Statutory Declaration	10000407104587113	2012/12/31
Share Structure	ELECTRONIC	2012/12/31
Restrictions on Share Transfers	ELECTRONIC	2012/12/31

Registration Authorized By: LYNN DUNSMUIR
 AGENT OF CORPORATION

ARTICLES OF AMALGAMATION FOR CASCADES CANADA ULC

Share Structure: REFER TO SHARE STRUCTURE ATTACHMENT
 Share Transfers REFER TO RESTRICTIONS ON SHARE TRANSFER
 Restrictions: ATTACHMENT
 Number of Directors:
 Min Number of Directors: 1
 Max Number of Directors: 0
 Business Restricted To: NONE
 Business Restricted From: NONE
 Other Provisions: REFER TO OTHER RULES OR PROVISIONS ATTACHMENT
 Registration Authorized By: LYNN DUNSMUIR
 AGENT OF CORPORATION
 SHARE STRUCTURE OF CASCADES CANADA ULC

Part I - Rights attaching to shares

The corporation is authorized to issue an unlimited number of common shares, 1,000 class "A" preferred shares, 1,000 class "E" preferred shares, 1,000 class "C" preferred shares, 1,000 class "D" preferred shares, an unlimited number of class "E" preferred shares, an unlimited number of class "F" preferred shares and 1,000 class "G" preferred shares, for an unlimited consideration.

1. Common shares. The common shares shall have the following rights, privileges, restrictions and conditions:

1.1 Right to vote. The holders of common shares shall be entitled to receive notice of any meeting of the shareholders of the corporation, to attend such meeting and to vote thereat, and each common share shall confer unto each holder thereof one vote.

1.2 Dividend. The holders of common shares shall be entitled to receive all dividends declared by the corporation.

1.3 Share in the remaining property. Upon liquidation of the corporation, the holders of common shares shall be entitled to share in the remaining property of the corporation.

2. Class "A" Preferred shares. The number of class "A" shares shall be 1,000 and the consideration, added to the stated capital account maintained for these shares, shall be unlimited; the following rights, privileges, restrictions and conditions shall attach thereto:

2.1 Dividends. When the corporation shall declare dividends, each holder of class "A" shares shall be entitled to receive, to the extent of the dividends declared, an annual preferential and non-cumulative dividend of a maximum of three per cent (3%) per year, computed on the "redemption value" of the class "A" shares, as defined herein in paragraph 2.5 as "redemption value". It shall be incumbent on the directors to determine the date, the time and the terms or manner of payment thereof.

2.2 Repayment: If, for any reason, and, in particular, in the event of a dissolution or of a voluntary or involuntary winding-up or liquidation, there is a distribution, in whole or in part, of the property or assets of the corporation to the holders of its shares, each holder of class "A" shares shall be entitled, prior to the holders of the common shares, to the repayment of the "redemption value" of the class "A" shares, as defined herein in paragraph 2.5 as "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "A" shares.

Insufficient assets

If the assets of the corporation are insufficient in order to pay to the holders of class "A" shares the entire amount to which they are entitled in accordance with the above, such assets shall be divided proportionally among them according to the number of class "A" shares which they hold.

2.3 No right to additional share in profits. The class "A" shares shall not confer any other right to share in the property, in the profits or in the surplus assets of the corporation.

2.4 No right to vote. Subject to the provisions of the Business Corporations Act (Alberta), the holders of class "A" shares shall not be entitled, in that capacity alone, to vote at meetings of the shareholders of the corporation, to attend same or to receive notice thereof.

2.5 Right to redeem shares at the option of the holder. Subject to the provisions of subsection 36(2) of the Business Corporations Act (Alberta), each holder of class "A" shares, at any time and in his or her discretion, shall be entitled, upon written notice, to require the corporation to redeem, all or part of his or her shares, at a value equal to their "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "A" shares. The redemption shall follow the procedure outlined in section A) of Part II below.

a) Retraction value

The "redemption value" shall be the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "A" shares, to which amount shall be added a premium equal to the amount by which the fair market value of the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "A" shares on the total made from

i) the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "A" shares; and

ii) the fair market value of any property, other than a class "A" share, given by the corporation as payment for this consideration.

b) Determination of the fair market value of the consideration. At the time of the issue of the class "A" shares, the corporation and each subscriber of class "A" shares, by way of a method deemed to be fair and reasonable, shall determine jointly and in good faith, the fair market value of each of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "A" shares.

c) Adjustment of the premium in the event of a challenge by the Revenue Department

In the event of a disagreement by the Department of National Revenue or by the "Alberta Ministry of Finance and Enterprises", or by both, as to the determination of the fair market value of one or more of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of the class "A" shares, the applicable departmental determination shall prevail. The amount of the premium relating to the redemption of the class "A" shares shall be adjusted accordingly, provided the Department in question shall afford the corporation and each holder of class "A" shares, or, in the event of a retraction of all the shares, the corporation and each former holder of class "A" shares, the opportunity of challenging the departmental determination before the Department or before the courts. Where the federal determination differs from the provincial determination, the lesser of the determinations made according to an uncontested assessment or to a final court decision, as the case may be, shall be retained.

2.6 Right to purchase shares by mutual agreement. Subject to the provisions of subsections 34(2) and 35(3) of the Business Corporations Act (Alberta), the corporation, at any time, if it deems it advisable to do so, without notice and

without regard to the other classes of shares, may purchase or otherwise acquire by mutual agreement and at the best possible price, all or part of the issued and outstanding class "A" shares. However, this purchase price in no way shall exceed the redemption value referred to in paragraph 2.5 above or the realizable value of the net assets of the corporation.

3. Class "B" Preferred shares. The number of class "B" shares shall be 1,000 and the consideration, added to the stated capital account maintained for these shares, shall be unlimited; the following rights, privileges, restrictions and conditions shall attach thereto:

3.1 Dividends. When the corporation shall declare dividends, each holder of class "B" shares shall be entitled to receive to the extent of the dividends declared, prior to the holders of class "A" shares, an annual preferential and non-cumulative dividend of a maximum of three and one quarter per cent (3.25%) per year, computed on the "redemption value" of the class "B" shares, as defined herein in paragraph 3.5 as "redemption value". It shall be incumbent on the directors to determine the date, the time and the terms or manner of payment thereof.

3.2 Repayment: If, for any reason, and, in particular, in the event of a dissolution or of a voluntary or involuntary winding-up or liquidation, there is a distribution, in whole or in part, of the property or assets of the corporation to the holders of its shares, each holder of class "B" shares shall be entitled, prior to the holders of the common and class "A" shares, to the repayment of the "redemption value" of the class "B" shares, as defined herein in paragraph 3.5 as "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "B" shares.

Insufficient assets

If the assets of the corporation are insufficient in order to pay to the holders of class "B" shares the entire amount to which they are entitled in accordance with the above, such assets shall be divided proportionally among them according to the number of class "B" shares which they hold.

3.3 No right to additional share in profits. The class "B" shares shall not confer any other right to share in the property, in the profits or in the surplus assets of the corporation.

3.4 No right to vote. Subject to the provisions of the Business Corporations Act (Alberta), the holders of class "B" shares shall not be entitled, in that capacity alone, to vote at meetings of the shareholders of the corporation, to attend same or to receive notice thereof.

3.5 Right to redeem shares at the option of the holder. Subject to the provisions of subsection 36(2) of the Business Corporations Act (Alberta), each holder of class "B" shares, at any time and in his or her discretion, shall be entitled, upon written notice, to require the corporation to redeem, all or part of his or her shares, at a value equal to their "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "B" shares. The redemption shall follow the procedure outlined in section A) of Part II below

a) Retraction value

The "redemption value" shall be the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "B" shares, to which amount shall be added a premium equal to the amount by which the fair market value of the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "B" shares on the total made from:

i) the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "B" shares; and
ii) the fair market value of any property, other than a class "B" share, given by the corporation as payment for this consideration.

b) Determination of the fair market value of the consideration At the time of the issue of the class "B" shares, the corporation and each subscriber of class "B" shares, by way of a method deemed to be fair and reasonable, shall determine jointly and in good faith, the fair market value of each of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "B" shares.

c) Adjustment of the premium in the event of a challenge by the Revenue Department

In the event of a disagreement by the Department of National Revenue or by the "Alberta Ministry of Finance and Enterprises", or by both, as to the determination of the fair market value of one or more of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of the class "B" shares, the applicable departmental determination shall prevail. The amount of the premium relating to the redemption of the class "B" shares shall be adjusted accordingly, provided the Department in question shall afford the corporation and each holder of class "B" shares, or, in the event of a retraction of all the shares, the corporation and each former holder of class "B" shares, the opportunity of challenging the departmental determination before the Department or before the courts. Where the federal determination differs from the provincial determination, the lesser of the determinations made according to an uncontested assessment or to a final court decision, as the case may be, shall be retained.

3.6 Right to purchase shares by mutual agreement. Subject to the provisions of subsections 34(2) and 35(3) of the Business Corporations Act (Alberta), the corporation, at any time, if it deems it advisable to do so, without notice and without regard to the other classes of shares, may purchase or otherwise acquire by mutual agreement and at the best possible price, all or part of the issued and outstanding class "B" shares. However, this purchase price in no way shall exceed the redemption value referred to in paragraph 3.5 above or the realizable value of the net assets of the corporation.

4. Class "C" Preferred shares. The number of class "C" shares shall be 1,000 and the consideration, added to the stated capital account maintained for these shares, shall be unlimited; the following rights, privileges, restrictions and conditions shall attach thereto:

4.1 Dividends. When the corporation shall declare dividends, each holder of class "C" shares shall be entitled to receive, to the extent of the dividends declared, prior to the holders of class "A" and class "B" shares, an annual preferential and non-cumulative dividend of a maximum of three and two quarters per cent (3.50%) per year, computed on the "redemption value" of the class "C" shares, as defined herein in paragraph 4.5 as "redemption value" It shall be incumbent on the directors to determine the date, the time and the terms or manner of payment thereof.

4.2 Repayment: If, for any reason, and, in particular, in the event of a dissolution or of a voluntary or involuntary winding-up or liquidation, there is a distribution, in whole or in part, of the property or assets of the corporation to the holders of its shares, each holder of class "C" shares shall be entitled, prior to the holders of the common, class "A" and class "B" shares, to the repayment of the "redemption value" of the class "C" shares, as defined herein in paragraph 4.5 as "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "C" shares.

Insufficient assets

If the assets of the corporation are insufficient in order to pay to the holders of class "C" shares the entire amount to which they are entitled in accordance with the above, such assets shall be divided proportionally among them according to the number of class "C" shares which they hold.

4.3 No right to additional share in profits. The class "C" shares shall not confer any other right to share in the property, in the profits or in the surplus assets of the corporation.

4.4 No right to vote. Subject to the provisions of the Business Corporations Act (Alberta), the holders of class "C" shares shall not be entitled, in that capacity alone, to vote at meetings of the shareholders of the corporation, to attend same or to receive notice thereof.

4.5 Right to redeem shares at the option of the holder. Subject to the provisions of subsection 36(2) of the Business Corporations Act (Alberta), each holder of class "C" shares, at any time and in his or her discretion, shall be entitled, upon written notice, to require the corporation to redeem, all or part of his or her shares, at a value equal to their "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "C" shares. The redemption shall follow the procedure outlined in section A) of Part II below.

a) Retraction value

The "redemption value" shall be the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "C" shares, to which amount shall be added a premium equal to the amount by which the fair market value of the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "C" shares on the total made from:

i) the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "C" shares; and
ii) the fair market value of any property, other than a class "C" share, given by the corporation as payment for this consideration.

b) Determination of the fair market value of the consideration At the time of the issue of the class "C" shares, the corporation and each subscriber of class "C" shares, by way of a method deemed to be fair and reasonable, shall determine jointly and in good faith, the fair market value of each of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "C" shares.

c) Adjustment of the premium in the event of a challenge by the Revenue Department

In the event of a disagreement by the Department of National Revenue or by the "Alberta Ministry of Finance and Enterprises", or by both, as to the determination of the fair market value of one or more of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of the class "C" shares, the applicable departmental determination shall prevail. The amount of the premium relating to the redemption of the class "C" shares shall be adjusted accordingly, provided the Department in question shall afford the corporation and each holder of class "C" shares, or, in the event of a retraction of all the shares, the corporation and each former holder of class "C" shares, the opportunity of challenging the departmental determination before the Department or before the courts. Where the federal determination differs from the provincial determination, the lesser of the determinations made according to an uncontested assessment or to a final court decision, as the case may be, shall be retained.

4.6 Right to purchase shares by mutual agreement. Subject to the provisions of subsections 34(2) and 35(3) of the Business Corporations Act (Alberta), the corporation, at any time, if it deems it advisable to do so, without notice and without regard to the other classes of shares, may purchase or otherwise acquire by mutual agreement and at the best possible price, all or part of the issued and outstanding class "C" shares. However, this purchase price in no way shall exceed the redemption value referred to in paragraph 4.5 above or the realizable value of the net assets of the corporation.

5. Class "D" Preferred shares. The number of class "D" shares shall be 1,000 and the consideration, added to the stated capital account maintained for these shares, shall be unlimited; the following rights, privileges, restrictions and conditions shall attach thereto:

5.1 Dividends. When the corporation shall declare dividends, each holder of class "D" shares shall be entitled to receive, to the extent of the dividends declared, prior to the holders of class "A", class "B" and class "C" shares, an annual preferential and non-cumulative dividend of a maximum of three and three quarters per cent (3.75%) per year, computed on the "redemption value" of the class "D" shares, as defined herein in paragraph 5.5 as "redemption value" It shall be incumbent on the directors to determine the date, the time and the terms or manner of payment thereof.

5.2 Repayment: If, for any reason, and, in particular, in the event of a dissolution or of a voluntary or involuntary winding-up or liquidation, there is a distribution, in whole or in part, of the property or assets of the corporation to the holders of its shares, each holder of class "D" shares shall be entitled, prior to the holders of the common, class "A", class "B" and class "C" shares, to the repayment of the "redemption value" of the class "D" shares, as defined herein in paragraph 5.5 as "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "D" shares.

Insufficient assets

If the assets of the corporation are insufficient in order to pay to the holders of class "D" shares the entire amount to which they are entitled in accordance with the above, such assets shall be divided proportionally among them according to the number of class "D" shares which they hold.

5.3 No right to additional share in profits. The class "D" shares shall not confer any other right to share in the property, in the profits or in the surplus assets of the corporation.

5.4 No right to vote. Subject to the provisions of the Business Corporations Act (Alberta), the holders of class "D" shares shall not be entitled, in that capacity alone, to vote at meetings of the shareholders of the corporation, to attend same or to receive notice thereof.

5.5 Right to redeem shares at the option of the holder. Subject to the provisions of subsection 36(2) of the Business Corporations Act (Alberta), each holder of class "D" shares, at any time and in his or her discretion, shall be entitled, upon written notice, to require the corporation to redeem, all or part of his or her shares, at a value equal to their "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "D" shares. The redemption shall follow the procedure outlined in section A) of Part II below.

a) Retraction value

The "redemption value" shall be the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "D" shares, to which amount shall be added a premium equal to the amount by which the fair market value of the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "D" shares on the total made from:

i) the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "D" shares; and
ii) the fair market value of any property, other than a class "D" share, given by the corporation as payment for this consideration.

b) Determination of the fair market value of the consideration At the time of the issue of the class "D" shares, the corporation and each subscriber of class "D" shares, by way of a method deemed to be fair and reasonable, shall determine jointly and in good faith, the fair market value of each of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "D" shares.

c) Adjustment of the premium in the event of a challenge by the Revenue Department

In the event of a disagreement by the Department of National Revenue or by the "Alberta Ministry of Finance and Enterprises", or by both, as to the determination of the fair market value of one or more of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of the class "D" shares, the applicable departmental determination shall prevail. The amount of the premium relating to the redemption of the class "D" shares shall be adjusted accordingly, provided the Department in question shall afford the corporation and each holder of class "D" shares, or, in the event of a retraction of all the shares, the corporation and each former holder of class "D" shares, the opportunity of challenging the departmental determination before the Department or before the courts. Where the federal determination differs from the provincial determination, the lesser of the determinations made according to an uncontested assessment or to a final court decision, as the case may be, shall be retained.

5.6 Right to purchase shares by mutual agreement. Subject to the provisions of subsections 34(2) and 35(3) of the Business Corporations Act (Alberta), the corporation, at any time, if it deems it advisable to do so, without notice and without regard to the other classes of shares, may purchase or otherwise acquire by mutual agreement and at the best possible price, all or part of the issued and outstanding class "D" shares. However, this purchase price in no way shall exceed the redemption value referred to in paragraph 5.5 above or the realizable value of the net assets of the corporation.

6. Class "E" Preferred shares. The class "E" shares shall have the following rights, privileges, restrictions and conditions:

6.1 Dividends. When the corporation shall declare dividends, each holder of class "E" shares shall be entitled to receive pari passu with the holders of class "F" shares, to the extent of the dividends declared, prior to the holders of class "A", class "B", class "C", class "D" and class "G" shares, a quarterly preferential and cumulative dividend of nine per cent (9%)

per year, computed on the "redemption value" of the class "E" shares, as defined herein in paragraph 6.5 as "redemption value" It shall be incumbent on the directors to determine the date, the time and the terms or manner of payment thereof.

6.2 Repayment: If, for any reason, and, in particular, in the event of a dissolution or of a voluntary or involuntary winding-up or liquidation, there is a distribution, in whole or in part, of the property or assets of the corporation to the holders of its shares, each holder of class "E" shares shall be entitled *pari passu* with the holders of class "F" shares, prior to the holders of the common, class "A", class "B", class "C", class "D" and class "G" shares, to the repayment of the "redemption value" of the class "E" shares, as defined herein in paragraph 6.5 as "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "E" shares.

Insufficient assets

If the assets of the corporation are insufficient in order to pay to the holders of class "E" shares the entire amount to which they are entitled in accordance with the above, such assets shall be divided proportionally among them according to the number of class "E" shares which they hold.

6.3 No right to additional share in profits. The class "E" shares shall not confer any other right to share in the property, in the profits or in the surplus assets of the corporation.

6.4 No right to vote. Subject to the provisions of the Business Corporations Act (Alberta), the holders of class "E" shares shall not be entitled, in that capacity alone, to vote at meetings of the shareholders of the corporation, to attend same or to receive notice thereof.

6.5 Right to redeem shares at the option of the holder. Subject to the provisions of subsection 36(2) of the Business Corporations Act (Alberta), each holder of class "E" shares, at any time and in his or her discretion, shall be entitled, upon written notice, to require the corporation to redeem, all or part of his or her shares, at an amount equal to \$1 per share, to which amount shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "E" shares (the "redemption value"). The redemption shall follow the procedure outlined in section A) of Part II below.

6.6 Right to purchase shares by mutual agreement. Subject to the provisions of subsections 34(2) and 35(3) of the Business Corporations Act (Alberta), the corporation, at any time, if it deems it advisable to do so, without notice and without regard to the other classes of shares, may purchase or otherwise acquire by mutual agreement and at the best possible price, all or part of the issued and outstanding class "E" shares. However, this purchase price in no way shall exceed the redemption value referred to in paragraph 6.5 above or the realizable value of the net assets of the corporation.

7. Class "F" Preferred shares. The class "F" shares shall have the following rights, privileges, restrictions and conditions:

7.1 Dividends. When the corporation shall declare dividends, each holder of class "F" shares shall be entitled to receive *pari passu* with the holders of class "E" shares, to the extent of the dividends declared, prior to the holders of class "A", class "B", class "C", class "D" and class "G" shares, a quarterly preferential and cumulative dividend of eight point eight two five per cent (8.825%) per year, computed on the "redemption value" of the class "F" shares, as defined herein in paragraph 7.5 as "redemption value" It shall be incumbent on the directors to determine the date, the time and the terms or manner of payment thereof.

7.2 Repayment: If, for any reason, and, in particular, in the event of a dissolution or of a voluntary or involuntary winding-up or liquidation, there is a distribution, in whole or in part, of the property or assets of the corporation to the holders of its shares, each holder of class "F" shares shall be entitled *pari passu* with the holders of class "E" shares, prior to the holders of the common, class "A", class "B", class "C", class "D" and class "G" shares, to the repayment of the "redemption value" of the class "F" shares, as defined herein in paragraph 7.5 as "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "F" shares.

Insufficient assets

If the assets of the corporation are insufficient in order to pay to the holders of class "F" shares the entire amount to which they are entitled in accordance with the above, such assets shall be divided proportionally among them according to the number of class "F" shares which they hold.

7.3 No right to additional share in profits. The class "F" shares shall not confer any other right to share in the property, in the profits or in the surplus assets of the corporation.

7.4 No right to vote. Subject to the provisions of the Business Corporations Act (Alberta), the holders of class "F" shares shall not be entitled, in that capacity alone, to vote at meetings of the shareholders of the corporation, to attend same or to receive notice thereof.

7.5 Right to redeem shares at the option of the holder. Subject to the provisions of subsection 36(2) of the Business Corporations Act (Alberta), each holder of class "F" shares, at any time and in his or her discretion, shall be entitled, upon written notice, to require the corporation to redeem, all or part of his or her shares, at an amount equal to \$1 per share, to which amount shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "F" shares (the "redemption value"). The redemption shall follow the procedure outlined in section A) of Part II below.

7.6 Right to purchase shares by mutual agreement. Subject to the provisions of subsections 34(2) and 35(3) of the Business Corporations Act (Alberta), the corporation, at any time, if it deems it advisable to do so, without notice and without regard to the other classes of shares, may purchase or otherwise acquire by mutual agreement and at the best

possible price, all or part of the issued and outstanding class "F" shares. However, this purchase price in no way shall exceed the redemption value referred to in paragraph 6.5 above or the realizable value of the net assets of the corporation.

8. Class "G" Preferred shares. The number of class "G" shares shall be 1,000 and the consideration, added to the stated capital account maintained for these shares, shall be unlimited; the following rights, privileges, restrictions and conditions shall attach thereto:

8.1 Dividends. When the corporation shall declare dividends, each holder of class "G" shares shall be entitled to receive, to the extent of the dividends declared, prior to the holders of class "A", class "B", class "C" and class "D" shares, an annual preferential and non-cumulative dividend between zero per cent 0 % and fifteen percent (15%) per year, computed on the "redemption value" of the class "G" shares, as defined herein in paragraph 8.5 as "redemption value" It shall be incumbent on the directors to determine the date, the time and the terms or manner of payment thereof.

8.2 Repayment: If, for any reason, and, in particular, in the event of a dissolution or of a voluntary or involuntary winding-up or liquidation, there is a distribution, in whole or in part, of the property or assets of the corporation to the holders of its shares, each holder of class "G" shares shall be entitled, prior to the holders of the common, class "A", class "B", class "C" and class "D" shares, to the repayment of the "redemption value" of the class "G" shares, as defined herein in paragraph 8.5 as "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "G" shares.

Insufficient assets

If the assets of the corporation are insufficient in order to pay to the holders of class "G" shares the entire amount to which they are entitled in accordance with the above, such assets shall be divided proportionally among them according to the number of class "G" shares which they hold.

8.3 No right to additional share in profits. The class "G" shares shall not confer any other right to share in the property, in the profits or in the surplus assets of the corporation.

8.4 No right to vote. Subject to the provisions of the Business Corporations Act (Alberta), the holders of class "G" shares shall not be entitled, in that capacity alone, to vote at meetings of the shareholders of the corporation, to attend same or to receive notice thereof. 8.5 Right to redeem shares at the option of the holder. Subject to the provisions of subsection 36(2) of the Business Corporations Act (Alberta), each holder of class "G" shares, at any time and in his or her discretion, shall be entitled, upon written notice, to require the corporation to redeem, all or part of his or her shares, at a value equal to their "redemption value", to which value shall be added, as the case may be, the amount of any declared but unpaid dividends with respect to the class "G" shares. The redemption shall follow the procedure outlined in section A) of Part II below.

a) Retraction value

The "redemption value" shall be the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "G" shares, to which amount shall be added a premium equal to the amount by which the fair market value of the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "G" shares on the total made from:

- i) the amount paid, in respect of these shares, to the stated capital account maintained for the class "G" shares; and
- ii) the fair market value of any property, other than a class "G" share, given by the corporation as payment for this consideration.

b) Determination of the fair market value of the consideration

At the time of the issue of the class "G" shares, the corporation and each subscriber of class "G" shares, by way of a method deemed to be fair and reasonable, shall determine jointly and in good faith, the fair market value of each of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of these class "G" shares.

c) Adjustment of the premium in the event of a challenge by the Revenue Department

In the event of a disagreement by the Department of National Revenue or by the "Alberta Ministry of Finance and Enterprises", or by both, as to the determination of the fair market value of one or more of the properties included in the consideration received by the corporation at the time of the issue of the class "G" shares, the applicable departmental determination shall prevail. The amount of the premium relating to the redemption of the class "G" shares shall be adjusted accordingly, provided the Department in question shall afford the corporation and each holder of class "G" shares, or, in the event of a retraction of all the shares, the corporation and each former holder of class "G" shares, the opportunity of challenging the departmental determination before the Department or before the courts. Where the federal determination differs from the provincial determination, the lesser of the determinations made according to an uncontested assessment or to a final court decision, as the case may be, shall be retained.

8.6 Right to purchase shares by mutual agreement. Subject to the provisions of subsections 34(2) and 35(3) of the Business Corporations Act (Alberta), the corporation, at any time, if it deems it advisable to do so, without notice and without regard to the other classes of shares, may purchase or otherwise acquire by mutual agreement and at the best possible price, all or part of the issued and outstanding class "G" shares. However, this purchase price in no way shall exceed the redemption value referred to in paragraph 6.5 above or the realizable value of the net assets of the corporation.

Part II - Exercise of certain rights

1. Right to redeem shares at the option of the holder.

1.1 Redemption procedure. Each holder of the class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, as the case may be, who wishes to avail himself or herself of his or her right to redeem shares shall deliver to the registered office of the corporation or to the office of its transfer agent a notice in writing indicating the number of shares of the applicable class which are being redeemed by the shareholder and which are to be redeemed by the corporation as well as the date at which he or she wishes the redemption to take place. This notice shall be sent along with the certificate or certificates representing the shares of the applicable class which are being redeemed by the shareholder and which are to be redeemed by the corporation and shall bear the signature of the person registered in the corporate records book as being the holder of these shares of the applicable class or the signature of his or her duly authorized representative. Upon receipt of this notice and of the certificate or certificates representing the shares of the applicable class which are being redeemed by the shareholder and which are to be redeemed by the corporation, and without regard to the other classes of shares, the corporation shall proceed to redeem the shares of the applicable class and shall have thirty (30) days from the date of redemption to pay to the shareholder of the applicable class, or, in the event of a redemption of all of the shares, to the former shareholder of the applicable Class, the redemption price of his or her shares.

1.2 Payment beyond the deadline. If the provisions of subsection 36(2) of the Business Corporations Act (Alberta) prevent it from paying the full redemption price to a shareholder or to a former shareholder within the time frame specified above, the corporation shall pay a first instalment of the redemption price within the thirty (30) day time limit, provided that it may legally do so, and it shall pay any unpaid balance as soon as it shall be legally able to do so.

1.3 Partial redemption. If only part of the shareholder's issued and outstanding class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, as the case may be, is being redeemed, the corporation shall, without charge, issue to the shareholder in question a new certificate representing his or her shares of this class which have not been retracted and redeemed.

1.4 Amendment of the stated capital account. The class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, as the case may be, so retracted by the shareholder and redeemed by the corporation shall be automatically cancelled at the date of their redemption and the corporation shall reduce accordingly the stated capital account-maintained for the shares of the appropriate class, the whole in accordance with the provisions of the Business Corporations Act (Alberta).

2. Right of corporation to unilaterally redeem shares.

2.1 Redemption procedure. When the corporation plans to proceed with a redemption of class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, it shall, at least thirty (30) days prior to the date scheduled for such redemption, provide notice in writing of its intention to any holder of class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares whose shares are to be redeemed and who is registered in the corporate records book on the day when the notice is sent. Such notice shall be sent by registered or certified mail to each shareholder so registered whose shares are to be redeemed, at his or her last-known address indicated in the corporate records book. The accidental failure or involuntary omission to give such notice to any shareholder shall not void the redemption with respect to the shares of any other shareholder who shall have received such notice.

2.2 Partial redemption. If the corporation proceeds to effect a partial redemption of the class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, this redemption shall be carried out proportionally to the number of issued and outstanding class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, regardless of fractional shares. If only part of the shareholder's issued and outstanding class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares is being redeemed, the corporation shall, without charge, issue to the shareholder in question a new certificate representing his or her class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares which have not been redeemed.

2.3 Contents of the notice. The notice shall specify the price per share at which the redemption shall take place, the redemption date and, if the redemption applies only to part of the issued and outstanding Class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, the number of shares which are to be redeemed. The notice shall also indicate to any shareholder the date, the time and the place as well as the procedure to be followed for the surrender of the certificate or certificates representing the shares which are to be redeemed and for the payment of the redemption price.

2.4 Amendment of the stated capital account. The class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares so redeemed unilaterally by the corporation shall be automatically cancelled at the date of their redemption and the corporation shall reduce accordingly the stated capital account maintained for the class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, the whole in accordance with the provisions of the Business Corporations Act (Alberta).

3. Right to purchase shares by mutual agreement. The Class "A", "B", "C", "D", "E", "F" or "G" shares, as the case may be, purchased or otherwise acquired by mutual agreement shall be automatically cancelled at the date of their purchase or of their acquisition and the corporation shall reduce accordingly the stated capital account maintained for the shares of the appropriate class, the whole in accordance with the provisions of the Business Corporations Act (Alberta).

Restrictions on shares transfers for Cascades Canada ULC

No securities of the corporation, other than non-convertible debt securities, shall be transferred without the consent of the directors expressed by resolution of the board, which consent, however, may validly be given after the transfer

has been registered in the corporate records book, in which case the transfer shall be valid and take effect retroactively upon the date on which the transfer or assignment was recorded.

Other rules and Provisions for Cascades Canada ULC

1. The Board of Directors shall consist of such number of directors, being a minimum of one (1) director and a maximum of ten (10) directors, as may from time to time be determined by resolution of the shareholders or, in absence of such resolution, by resolution of the directors;

2. Subject to the foregoing, the directors of the corporation may, between annual general meetings, appoint one or more directors who shall hold office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of shareholders, but the total number of directors so appointed may not exceed one-third of the number of directors elected at the previous annual meeting of the shareholders.

3. Meetings of the shareholders may be held at any place within or outside Alberta as determined by the directors from time to time and such meetings may be held by means of such telephone, electronic or other communication facilities as permit all persons participating in the meetings to communicate with each other simultaneously and instantaneously.

4. The Corporation shall have a lien on the shares registered in the name of the shareholder or the shareholder's legal representative for a debt of that shareholder to the Corporation.

5. The liability of each of the shareholders of the unlimited liability corporation for any liability, act, or default of the unlimited liability corporation is unlimited in extent and joint and several in nature.

Référence de publication: 2013051208/540.

(130063039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Cascades Canada ULC., Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 158.794.

Acte d'ouverture de la succursale publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1323 du 17 juin 2011

Veillez prendre note que la société Cascades Canada ULC, maison mère de la succursale "Cascades Canada ULC., Luxembourg Branch", a modifié ses statuts en date du 31 décembre 2012, suite à la fusion de celle-ci avec Papersource Converting Mill Corp. et Bird Packaging Limited.

La société Cascades Canada ULC, maison mère de la succursale "Cascades Canada ULC., Luxembourg Branch", a modifié les informations suivantes:

- Pays: Canada
- N° d'immatriculation: 2017205630
- Nom du registre: Registrar of Corporations

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cascades Canada ULC., Luxembourg Branch,

Référence de publication: 2013051207/18.

(130063039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Remus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6238 Beidweiler, 11, rue Hicht.

R.C.S. Luxembourg B 145.968.

L'an deux mille treize,
le douze avril.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société anonyme ILMAURIA S.A., avec siège social à L-6238 Bredweiler, 11, rue Hicht, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 1118.170,

ici représentée par Monsieur Dan EPPS, conseiller fiscal, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 09 avril 2013,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La société comparante, représentée comme dit ci-avant, a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'elle est l'associée unique de la société à responsabilité limitée REMUS S.à r.l., avec siège social à L-8070 Bertrange, 10B, Z.I. Bourmicht, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 145.968 (NIN 2009 2410 537).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 avril 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1006 du 14 mai 2009, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 5 août 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1723 du 7 septembre 2009;

- suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} avril 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1316 du 17 juin 2011.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (€ 125.-) chacune, toutes attribuées à la société anonyme IL-MAURIA S.A..

Ensuite la comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social de la société de Bertrange à Braidweiler et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. (alinéa 1). Le siège social est établi à Braidweiler.

Deuxième résolution

L'associée unique décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-6238 Braidweiler, 11, rue Hicht.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. EPPS, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 avril 2013. Relation: ECH/2013/714. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013050862/46.

(130062382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Collie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 53.194.

—
EXTRAIT

En date du 24 avril 2013, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Révocation avec effet au 17 avril 2013 de (i) Nadège Brossard, (ii) Janice Allgrove et (iii) Riaz Husain, ayant tous les trois leur adresse professionnelle au 15-17 avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, de leur fonctions d'administrateurs de la Société.

2. Nomination de (i) Monsieur Pierre Beniést, né le 3 février 1953 à Uccle, Belgique, résidant à 9, Route d'Arlon L-8211 Mamer, (ii) Monsieur Michel Beniést, né le 10 mai 1951 à Uccle, Belgique, résidant à 262 avenue de Tervueren B-1150 Woluwe -Saint-Pierre (Belgique) et (iii) Halsey S.à r.l., société à responsabilité limitée, avec un capital social de EUR 12.500,-, ayant son siège social au 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 50.984, représentée par son représentant permanent Michaël Goosse, en tant qu'administrateurs de la Société, avec effet au 17 avril 2013 et jusque l'assemblée générale de l'actionnaire qui se tiendra en 2019.

3. Transfert du siège social de la Société avec effet au 17 avril 2013 du 15-17 avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg ay 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg.

4. Révocation avec effet au 17 avril 2013 de IAS Consulting Limited en tant que commissaire aux comptes de la Société.

5. Nomination avec effet au 17 avril 2013 de Fons Mangen, né le 17 juin 1958 à Ettelbruck et ayant son adresse professionnel au 147, rue de Warken L-9088 Ettelbruck comme commissaire aux comptes de la Société pour l'audit des comptes annuels de la Société jusque l'assemblée générale de l'actionnaire qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053276/25.

(130065193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Bamboo Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 172.085.

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh of April.

Before Maître Joelle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Jean-Philippe de Schrevel, Founder and Chief Executive Officer of Bamboo Finance, born in Dinant (Belgium), on 20 July 1966 and residing at Chemin du Nant D'Aisy n°22, 1947 Anières, Switzerland, here represented by Anne Contreras, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Geneva, Switzerland, on 8 April 2013, and

2. Oxygen Holding S.A, a holding company duly established and validly existing under the laws of Switzerland, having its registered office at 32, rue de Malatrex, CH-1201 Geneva, Switzerland, registered with the Trade and Companies Register of Geneva-Switzerland under number CH-660-1567010-8,

here represented by Anne Contreras, prenamed, by virtue of a proxy, given in Geneva, Switzerland, on 8 April 2013.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders representing the entire share capital of Bamboo Finance (hereinafter the "Company"), a public limited company (*société anonyme*), having its registered office at L-1855 Luxembourg, 37c, avenue J.F.Kennedy, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B0172085, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 28 September 2012, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* number 2759 on 14 November 2012.

The articles of association have not been amended since.

The appearing parties, representing the entire share capital of the Company, declaring having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of two million nine hundred fifty nine thousand united states dollars (2,959,000 USD) up to three million six hundred and fifteen thousand united states dollars (3,615,000 USD) through the issue of six hundred and fifty six (656) shares with a nominal value of one thousand united states dollars (1,000 USD) each,

2. As a consequence, amendment of paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation.

3. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously took, and required the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to increase the Company's share capital by an amount of six hundred fifty six thousand united states dollars (656,000 USD) so as to raise it from its current amount of two million nine hundred fifty nine thousand united states dollars (2,959,000 USD) up to three million six hundred and fifteen thousand united states dollars (3,615,000 USD) through the issue of six hundred and fifty six (656) shares, each having a nominal value of one thousand united states dollars (1,000 USD).

The total contribution in the amount of six hundred and fifty six thousand united states dollars (656,000 USD) is entirely allocated to the share capital.

The six hundred and fifty six (656) new shares issued have been subscribed by Oxygen Holding S.A., prenamed.

The shares so subscribed have been fully paid up by Oxygen Holding S.A through a contribution in kind of two (2) shares of the company Bamboo Finance S.à.r.l, a private limited company, duly established and validly existing under the laws of Switzerland, having its registered office at CH-1201 Geneva, 32, rue de Malatrex, registered with the trade register of Geneva under the number CH-660-2510007-1.

The said contribution in kind represents all the shareholding of Oxygen Holding S.A. in the company Bamboo Finance S.à.r.l.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution have been produced to the undersigned notary.

The value of the contribution results from a report issued on 11 April 2013 by Ernst & Young S.A, an independent auditor (*réviseur d'entreprise*), with registred office at 7, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach, in accordance with articles 32-1 and 26-1 of the Luxembourg Law governing commercial companies dates 10 August 1915, as amended.

The conclusion of the report is the following:

"Based on the work performed and describes above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least in number and nominal value to the 656 shares with a nominal value of USD 1,000 each, hence a total consideration amounting to USD 656,000".

The said report shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Oxygen Holding S.A, acting through his proxyholder, hereby certifies with respect to the contribution in kind of the shares, that on the day and at the moment of such contribution:

1. It is the legal beneficial owner of all the shares being contributed;
2. All the transfer formalities have been complied with and there are no pre-emption rights or any rights attached to the shares by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more shares be transferred to him;
3. It has all corporate powers to accomplish and execute all documents necessary to the present transfer of shares;
4. The shares are, to the best of the knowledge of Oxygen Holding S.A., unencumbered and freely transferable to the Company.
5. The transfer of shares in Bamboo Finance shall be recorded in the register of shareholders of the company.

Furthermore, a certificate issued by Bamboo Finance S.à.r.l. confirming that Oxygen Holding S.A. is registered as shareholder and that the shares are freely transferable to the Company, has been produced to the undersigned notary, and remains attached to the present deed.

If supplementary formalities should be required in relation with the transfer of the shares, Oxygen Holding S.A., as the contributor, will undertake the necessary steps as soon as possible.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

" **Art. 5.** The Company's share capital is set at three million six hundred and fifteen thousand united states dollars (3,615,000 USD), represented by three thousand six hundred and fifteen (3,615) shares with a nominal value of thousand united states dollars (1,000 USD)."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent upon the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to two thousand euro (2,000 EUR).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le onze avril.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. M. Jean-Philippe de Schrevel, Fondateur et Chief Executive Officer de la société Bamboo Finance, né le 20 Juillet 1966 à Dinant (Belgique), et résidant au à Chemin du Nant d'Aisy n°22, 1947 Anières, Suisse,

ici représenté par Maître Anne Contreras, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Genève, Suisse, le 8 Avril 2013, et

2. Oxygen Holding S.A, une société anonyme constituée et existant selon le droit Suisse, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Genève, Suisse, sous le numéro CH-660-1567010-8, ayant son siège social au 32, rue de malatrex, CH-1201, Genève, Suisse,

ici représentée par Maître Anne Contreras, prénommée, en vertu d'une procuration donnée à Genève, Suisse, le 8 Avril 2013.

Les procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparantes et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social de la société Bamboo Finance (ci-après la "Société"), une société anonyme, ayant son siège social au L-1855 Luxembourg, 37c, avenue J.F.Kennedy, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B0172085, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 13 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2759 en date du 14 novembre 2013.

Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

Les comparantes, représentant l'intégralité du capital social, déclarent avoir renoncé à toute formalité de convocation. L'assemblée générale des actionnaires est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de deux millions neuf cent cinquante neuf mille dollars américains (2,959,000 USD), jusqu'à celui de trois millions six cent quinze mille dollars américains (3,615,000 USD), par l'émission de six cent cinquante six (656) actions, d'une valeur nominale de mille dollars américains (1,000 USD) chacune.

2. La modification subséquente de l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société.

3. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires a pris à l'unanimité, et a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de six cent cinquante six mille dollars américains (656.000 USD) pour le porter de son montant actuel de deux millions neuf cent cinquante neuf mille dollars américains (2,959,000 USD) jusqu'à celui de trois millions six cent quinze mille dollars américains (3,615,000 USD), par l'émission de six cent cinquante six (656) actions d'une valeur nominale de mille dollars américains (1,000 USD) chacune.

La contribution totale d'un montant de six cent cinquante six mille dollars américains (656,000 USD) est entièrement affectée au capital social.

Les six cent cinquante six (656) nouvelles actions ont été souscrites par la société Oxygen Holding S.A.

Toutes les actions ainsi souscrites par la société Oxygen S.A susmentionnée ont été intégralement libérées par un apport en nature de deux (2) parts sociales de la société Bamboo Finance S.à.r.l, une société à responsabilité limitée constituée et existant selon le droit Suisse, ayant son siège social à CH-1201 Genève, 32, rue de Malatrex, inscrite auprès du registre de commerce de Genève sous le numéro CH-660-2510007-1.

Ledit apport en nature représente la totalité des titres de participation de la société Oxygen Holding S.A. dans la société Bamboo Finance S.à.r.l.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné.

La valeur de la contribution résulte d'un rapport établi le 11 avril 2013 par Ernst & Young S.A., réviseur d'entreprises, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, conformément aux articles 32-1 et 26-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

La conclusion du rapport est la suivante:

"Sur base de la revue effectuée et décrite ci-dessus, rien ne nous est apparu qui nous ferait estimer que la valeur de l'apport en nature ne correspond pas au moins, en nombre et valeur nominale, aux six cent cinquante six (656) actions avec une valeur nominale de USD 1,000 chacune, soit un apport total de USD 656,000".

Ce rapport sera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

La société Oxygen Holding S.A., agissant par son mandataire, certifie par la présente qu'au jour et au moment de la contribution:

1. Elle est propriétaire de toutes les parts sociales apportées;
2. Toutes les formalités de transfert ont été respectées et il n'y a pas de droit de préemption ni autres droits attachés aux parts sociales par lesquels une quelconque personne serait en droit de demander qu'une ou plusieurs parts sociales lui soient transférées;
3. Elle a tous pouvoirs sociaux pour accomplir et exécuter les documents nécessaires au présent transfert;
4. Les parts sociales sont, à la meilleure connaissance de la société Oxygen Holding S.A, libres de toute charge et librement transférables à la Société;
5. Le transfert des parts sociales dans Bamboo Finance sera inscrit dans le registre des associés de ces sociétés.

Un certificat signé par Bamboo Finance S.à r.l. confirmant que la société Oxygen Holding S.A. est bien inscrite comme associée de ladite société et que les parts sociales sont librement transférables à la Société, a été remis au notaire soussigné et restera annexé au présent acte.

Si des formalités supplémentaires sont nécessaires pour exécuter le transfert de parts sociales, la société Oxygen Holding S.A., en tant qu'apporteur, prendra toutes les mesures nécessaires dès que possible.

Deuxième résolution

Par conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des actionnaires décide donc de modifier le paragraphe 1 de l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trois millions six cent quinze mille dollars américains (3,615,000 USD) représenté par trois mille six cent quinze (3,615) actions d'une valeur nominale de mille dollars américains (1000 USD) chacune.»

Frais et Dépenses

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet acte est évalué à environ deux mille euros (EUR 2.000,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du mandataire des comparants que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparants, ledit mandataire des comparants a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. CONTRERAS et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 avril 2013. LAC/2013/ 16929. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051128/184.

(130063017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Swedish Wind 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 27A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.549.

In the year two thousand thirteen, on the fifteenth day of March,
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

HgCapital Renewables (Nominees) Limited, a company registered in England and Wales, with registered office at 2, More London Riverside, SE1 2AP London, United Kingdom and registered with the Companies House under number 05650157 (the "Shareholder"),

hereby represented by Me Marc Frantz, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 15 March 2013.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

I. The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Swedish Wind 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary, dated 28 February 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175.549 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

II. The Shareholder recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda, which is known to the Shareholder:

Agenda

1 To create ten (10) classes of shares, to be denominated class A ordinary shares, class B ordinary shares, class C ordinary shares, class D ordinary shares, class E ordinary shares, class F ordinary shares, class G ordinary shares, class H ordinary shares, class I ordinary shares, and class J ordinary shares having such rights and privileges attached thereto as set out in the articles of incorporation of the Company following the amendments made as per item 8 of the present agenda.

2 To convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, into twelve thousand five hundred (12,500) class A ordinary shares.

3 To increase the corporate capital of the Company by an amount of nine thousand euro (EUR 9,000.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twenty-one thousand five hundred euro (EUR 21,500.-).

4 To issue one thousand (1,000) new class B ordinary shares, one thousand (1,000) new class C ordinary shares, one thousand (1,000) new class D ordinary shares, one thousand (1,000) new class E ordinary shares, one thousand (1,000)

new class F ordinary shares, one thousand (1,000) new class G ordinary shares, one thousand (1,000) new class H ordinary shares, one thousand (1,000) new class I ordinary shares, and one thousand (1,000) new class J ordinary shares, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5 To accept subscription for these new shares by the Company's sole shareholder and to accept payment in full for such new shares together with a share premium in a total amount of three million five hundred eighty-one thousand five hundred euro (EUR 3,581,500.-) by a contribution in cash.

6 To qualify Ms Nadia Dziwinski and Mr Francois Champon, existing managers of the Company, as class B managers of the Company.

7 To appoint Mr Robert De Laszlo and Mr Luigi Pettinicchio, as new class A managers of the Company with effect as of the date of resolutions of the sole shareholder of the Company resolving on their appointment and for an unlimited duration.

8 To amend articles 5, 7, 28 and 29 of the articles of incorporation of the Company without however amending the corporate object.

9 Miscellaneous.

III. The Shareholder passed the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to create ten (10) classes of shares, to be denominated class A ordinary shares, class B ordinary shares, class C ordinary shares, class D ordinary shares, class E ordinary shares, class F ordinary shares, class G ordinary shares, class H ordinary shares, class I ordinary shares, and class J ordinary shares having such rights and privileges attached thereto as set out in the articles of incorporation of the Company following the amendments made to them pursuant to the eighth resolutions.

Second resolution

The Shareholder resolved to convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, into twelve thousand five hundred (12,500) class A ordinary shares.

Third resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of nine thousand euro (EUR 9,000.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twenty-one thousand five hundred euro (EUR 21,500.-).

Fourth resolution

The Shareholder resolved to issue one thousand (1,000) new class B ordinary shares, one thousand (1,000) new class C ordinary shares, one thousand (1,000) new class D ordinary shares, one thousand (1,000) new class E ordinary shares, one thousand (1,000) new class F ordinary shares, one thousand (1,000) new class G ordinary shares, one thousand (1,000) new class H ordinary shares, one thousand (1,000) new class I ordinary shares, and one thousand (1,000) new class J ordinary shares, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Subscription - Payment

Thereupon the Shareholder, represented as stated above, declared to subscribe for one thousand (1,000) new class B ordinary shares, one thousand (1,000) new class C ordinary shares, one thousand (1,000) new class D ordinary shares, one thousand (1,000) new class E ordinary shares, one thousand (1,000) new class F ordinary shares, one thousand (1,000) new class G ordinary shares, one thousand (1,000) new class H ordinary shares, one thousand (1,000) new class I ordinary shares, and one thousand (1,000) new class J ordinary shares, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and to fully pay for these new shares together with a share premium in a total amount of three million five hundred eighty-one thousand five hundred euro (EUR 3,581,500.-) by a contribution in cash.

The aggregate amount of three million five hundred ninety thousand five hundred euro (EUR 3,590,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Fifth resolution

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the new shares according to the above mentioned subscription.

Sixth resolution

The Shareholder resolved to qualify Ms Nadia Dziwinski and Mr Francois Champon, existing managers of the Company, as class B managers of the Company.

Seventh resolution

The Shareholder resolved to resolved to appoint (i) Mr Robert De Laszlo, company director, professionally residing at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom, and (ii) Mr Luigi Pettinicchio, company director, pro-

professionally residing at 2 More London Riverside, London SE1 2AP, United Kingdom, as class A managers of the Company, with effect as of the date of the present resolutions and for an unlimited duration.

As a consequence, the board of managers of the Company will be composed of the following four (4) managers:

- Mr Robert De Laszlo, class A manager;
- Mr Luigi Pettinicchio, class A manager;
- Ms Nadia Dziwinski, class B manager; and
- Mr Francois Champon, class B manager.

Eighth resolution

The Shareholder resolved to amend articles 5, 7, 28 and 29 of the articles of incorporation of the Company in order to inter alia reflect the above resolutions but without amending the corporate object.

As a consequence articles 5, 7, 28 and 29 of the articles of incorporation of the Company shall from now on read as follows:

« **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at twenty-one thousand five hundred euro (EUR 21,500.-).

which is divided into:

- twelve thousand five hundred (12,500) class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class B ordinary shares (the "Class B Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class C ordinary shares (the "Class C Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class D ordinary shares (the "Class D Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class E ordinary shares (the "Class E Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class F ordinary shares (the "Class F Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class G ordinary shares (the "Class G Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class H ordinary shares (the "Class H Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class I ordinary shares (the "Class I Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up; and
- one thousand (1,000) class J ordinary shares (the "Class J Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve."

« **Art. 7. Increase and reduction of Capital.** The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class. In the case of a repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting from the Class J Ordinary Shares until the Class A Ordinary Shares).

The redemption price shall be set by reference to the higher of (a) the nominal value of each redeemed share and (b) the following formula: dividing (i) the total amount of any distributable sums less the portion of the Profit Entitlement to be allocated to the other classes of shares in accordance with Article 28 by (ii) the number of shares constituting the class to be redeemed. Redemption of shares may only be decided to the extent that sufficient distributable funds are available to settle the redemption price in full."

« **Art. 28. Distribution of Profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s).

In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- each Class A Ordinary Share shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty-five per cent (0.65%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class B Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty per cent (0.60%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class C Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty-five per cent (0.55%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class D Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty per cent (0.50%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class E Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty-five per cent (0.45%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class F Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty per cent (0.40%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class G Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty-five per cent (0.35%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class H Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty per cent (0.30%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class I Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class J Ordinary Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty per cent (0.20%) per annum of the nominal value of such share, (together the "Profit Entitlement"); and
- any remaining dividend amount after allocation of the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the shares forming the then last outstanding class of shares in reverse alphabetical order (starting from the Class J Ordinary Shares until the Class A Ordinary Shares).

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment."

« **Art. 29. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

- (i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;
- (ii) second, to the shareholders for the repayment of the nominal value of their shares in the Company;
- (iii) third, to the holders of all classes of shares in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at three thousand five hundred euro (EUR 3,500.-).

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quinze mars,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

HgCapital Renewables (Nominees) Limited, une société immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles, ayant son siège social au 2, More London Riverside, SE1 2AP Londres, Royaume-Uni, et immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 05650157 (l' «Associé»),

représentée aux fins des présentes par Maître Marc Frantz, avocat, demeurant à Luxembourg,
aux termes d'une procuration donnée le 15 mars 2013.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

I. L'Associé a requis le notaire soussigné d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de Swedish Wind 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), ayant son siège social au 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, constituée par un acte du notaire soussigné, le 28 février 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.549 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont encore jamais été modifiés.

II. L'Associé reconnaît être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant, lequel est connu de l'Associé:

Ordre du jour

1. Création de dix (10) catégories de parts sociales, dénommées parts sociales ordinaires de catégorie A, parts sociales ordinaires de catégorie B, parts sociales ordinaires de catégorie C, parts sociales ordinaires de catégorie D, parts sociales ordinaires de catégorie E, parts sociales ordinaires de catégorie F, parts sociales ordinaires de catégorie G, parts sociales ordinaires de catégorie H, parts sociales ordinaires de catégorie I et parts sociales ordinaires de catégorie J ayant les droits et privilèges qui y sont attachés conformément aux statuts de la Société suite à leur modification telle que prévue sous le point 8 du présent ordre du jour.

2. Conversion des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales existantes d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par part sociale, en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de catégorie A.

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de neuf mille euros (EUR 9.000,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à vingt et un mille cinq cents euros (EUR 21.500,-).

4. Emission de mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie D, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I et mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie J, ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-).

5. Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales par l'associé unique de la Société et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois millions cinq cent quatre-vingt-un mille cinq cents euros (EUR 3.581.500,-) par un apport en numéraire.

6. Qualification de Madame Nadia Dziwinski et de Monsieur François Champon, gérants existants de la Société, en tant que gérants de catégorie B de la Société.

7. Nomination de Monsieur Robert De Laszlo et de Monsieur Luigi Pettinicchio en tant que nouveaux gérants de catégorie A de la Société avec effet à la date des résolutions de l'associé unique de la Société décidant de leur nomination et pour une durée indéterminée.

8. Modification des articles 5, 7, 28 et 29 des statuts de la Société sans modification de l'objet social.

9. Divers.

III. L'Associé a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de créer dix (10) catégories de parts sociales, dénommées parts sociales ordinaires de catégorie A, parts sociales ordinaires de catégorie B, parts sociales ordinaires de catégorie C, parts sociales ordinaires de catégorie D, parts sociales ordinaires de catégorie E, parts sociales ordinaires de catégorie F, parts sociales ordinaires de catégorie G, parts sociales ordinaires de catégorie H, parts sociales ordinaires de catégorie I et parts sociales ordinaires de catégorie J ayant les droits et privilèges qui y sont attachés conformément aux statuts de la Société suite à leur modification prévue à la huitième résolution.

Seconde résolution

L'Associé a décidé de convertir les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales existantes d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par part sociale, en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de catégorie A.

Troisième résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf mille euros (EUR 9.000,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à vingt et un mille cinq cents euros (EUR 21.500,-).

Quatrième résolution

L'Associé a décidé d'émettre mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie D, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I et mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie J, ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-).

Souscription - Libération

L'Associé, représenté comme mentionné ci-dessus, a déclaré souscrire les mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie A, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie B, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie C, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie D, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie E, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie F, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie G, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie H, mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie I et mille (1.000) nouvelles parts sociales ordinaires de catégorie J, ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et libérer intégralement ces nouvelles parts sociales ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois millions cinq cent quatre-vingt-un mille cinq cents euros (EUR 3.581.500,-) par un apport en espèces.

Le montant de trois millions cinq cent quatre-vingt-dix mille cinq cents euros (EUR 3.590.500,-) est dès lors à la disposition de la Société, la preuve ayant été apportée au notaire soussigné.

Cinquième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'allouer les parts sociales nouvelles conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Sixième résolution

L'Associé a décidé de qualifier Madame Nadia Dziwinski et Monsieur François Champon, gérants existants de la Société, en tant que gérants de catégorie B de la Société.

Septième résolution

L'Associé a décidé de nommer Monsieur Robert De Laszlo, gérant de sociétés, demeurant professionnellement au 2 More London Riverside, Londres SE1 2AP, Royaume-Uni, et Monsieur Luigi Pettinicchio, gérant de sociétés, demeurant professionnellement au 2 More London Riverside, Londres SE1 2AP, Royaume-Uni en tant que nouveaux gérants de catégorie A de la Société, avec effet à compter de la date des présentes résolutions et pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société sera dorénavant composé des quatre (4) gérants suivants:

- M. Robert De Laszlo, gérant de catégorie A;
- M. Luigi Pettinicchio, gérant de catégorie A;
- Mme Nadia Dziwinski, gérant de catégorie B; et
- M. François Champon, gérant de catégorie B.

Huitième résolution

L'Associé a décidé de procéder à la modification des articles 5, 7, 28 et 29 des statuts de la Société afin de refléter inter alia les résolutions ci-dessus mais sans modifier la clause relative à l'objet social.

En conséquence les statuts de la Société auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital Emis.** Le capital émis de la Société est fixé à vingt et un mille cinq cents euros (EUR 21.500,-) qui est divisé en:

- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de catégorie A (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie B (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie B») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie C (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie C») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie D (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie D») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;

- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie E (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie E») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie F (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie F») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie G (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie G») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie H (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie H») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées;
- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie I (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie I») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées; et
- mille (1.000) parts sociales ordinaires de catégorie J (les «Parts Sociales Ordinaires de Catégorie J») d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.»

« **Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le capital émis de la Société peut être réduit par l'annulation des parts sociales, y compris par l'annulation d'une catégorie de parts sociales entière suite au rachat et à l'annulation de toutes les parts sociales émises dans cette catégorie. En cas de rachat et annulation d'une catégorie entière de parts sociales, ce rachat et cette annulation doivent être faits dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie J jusqu'aux Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A).

Le prix de rachat doit être fixé par référence au montant le plus élevé entre (a) la valeur nominale de chaque part sociale rachetée, et (b) le montant calculé selon la formule suivante: division (i) du montant total de toutes les sommes distribuables moins la partie du Droit au Bénéfice attribuable aux autres catégories de parts sociales conformément à l'Article 28 par (ii) le nombre de parts sociales constituant la catégorie devant être rachetée. Le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des fonds distribuables suffisants sont disponibles pour permettre le paiement intégral du prix de rachat.»

« **Art. 28. Distribution des Bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés.

Lors de chaque distribution de dividendes, le montant alloué à cet effet sera distribué de la manière suivante:

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie A aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule soixante-cinq pour cent (0,65%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie B (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule soixante pour cent (0,60%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie C (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0,55%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie D (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie E (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie F (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule quarante pour cent (0,40%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie G (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie H (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule trente pour cent (0,30%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie I (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis

- chaque Part Sociale Ordinaire de Catégorie J (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins zéro virgule vingt pour cent (0,20%) par an de la valeur nominale de cette part sociale (ensemble le «Droit au Bénéfice»), et

après allocation du Droit au Bénéfice, le solde du montant du dividende sera distribué intégralement à toutes les parts sociales constituant la dernière catégorie de parts sociales alors en circulation dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par les Parts Sociales Ordinaires de Catégorie J jusqu'aux Parts Sociales Ordinaires de Catégorie A).

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.»

« **Art. 29. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En cas de liquidation, tous les actifs et liquidités de la Société seront versés dans l'ordre de priorité suivant:

(i) en premier lieu, aux créanciers (soit au moyen de paiements soit au moyen de provisions raisonnablement déterminées en vue de tels paiements) pour toutes les dettes et passifs de la Société;

(ii) en deuxième lieu, aux associés pour le remboursement de la valeur nominale de leurs parts sociales dans la Société;

(iii) en troisième lieu, aux détenteurs de toutes les catégories de parts sociales suivant les règles de priorité et les proportions nécessaires afin d'aboutir sur une base globale au même résultat économique que les règles de distribution prévues pour les distributions de dividendes.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de cette augmentation de capital sont estimés à trois mille cinq cents euros (EUR 3.500,-).

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante ci-avant, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: M. Frantz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 19 mars 2013. REM/2013/485. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051589/401.

(130063165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Tec Equipments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 51.186.

L'an deux mille treize.

Le douze avril.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TEC EQUIPMENTS S.A., avec siège social à L-8070 Bertrange, 10B, Z.I. Bourmicht, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 51.186 (NIN 2002 2235 738),

constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Paul HENCKS, alors de résidence à Luxembourg, en date du 9 mai 1995, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 408 du 26 août 1995, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Jean-Paul HENCKS en date du 23 août 1996, publié par extrait au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 3 du 4 janvier 1997.

Le capital social a été converti en Euros en vertu d'une décision prise par l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 juin 2002, publiée par extrait au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1338 du 14 septembre 2002.

Les statuts ont été modifiés par la suite comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire Emile SCHLESSER, de résidence à Luxembourg, en date du 20 décembre 2002, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 152 du 13 février 2003;

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 octobre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 932 du 15 avril 2008.

Le capital social s'élève à cent soixante-quinze mille Euros (€ 175.000.-), représenté par sept mille (7.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (€ 25.-) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur Dan EPPS, conseiller fiscal, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt,

qui se nomme lui-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Amandine LEVRAT, employée privée, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- Transfert du siège social et fixation de la nouvelle adresse à L-2441 Luxembourg, 330, rue Rollingergrund.

2.- Modification du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. (alinéa 2). Le siège social est établi à Luxembourg.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège de la société de Bertrange à Luxembourg et de fixer la nouvelle adresse à L-2441 Luxembourg, 330, rue Rollingergrund.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. (alinéa 2). Le siège social est établi à Luxembourg.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: D. EPPS, A. LEVRAT, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 avril 2013. Relation: ECH/2013/715. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013050956/59.

(130062381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

DEXIA Asset Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 136, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 37.647.

Il a été procédé aux nominations statutaires suivantes:

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale décide de:

- ratifier la décision du Conseil d'administration de la Société du 3 août 2012 de coopter Monsieur Pierre Mariani (ayant son adresse 19, rue des Hauts Clozeaux, F-92310 Sèvres, France) en tant qu'Administrateur de la Société, en remplacement de Monsieur Alexandre Joly ayant démissionné avec effet au 3 août 2012;

- ratifier la décision du Conseil d'administration de la Société du 3 août 2012 de nommer Monsieur Mariani Président du Conseil d'administration de la Société en remplacement de Monsieur Philippe Rucheton qui reste membre du Conseil d'administration;

- ratifier la décision du Conseil d'administration du 21 septembre 2012 de prendre acte des démissions de Messieurs Thierry Delroisse et Pierre Malevez en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 21 septembre 2012;

- renouveler les mandats venant à échéance de Messieurs Pierre Mariani, Jean-Yves Maldague, Naïm Abou-Jaoudé, Philippe Rucheton ainsi que de la société An Other Look To Efficiency (en abrégé "OL2EF") représentée par Monsieur Olivier Lefebvre; de renommer Monsieur Pierre Mariani à la fonction de Président du Conseil d'administration et de renommer Monsieur Jean-Yves Maldague à la fonction d' Administrateur délégué;

- nommer tous les Administrateurs pour une durée de 3 ans, c'est-à-dire jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2016.

A l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale, la composition du Conseil d'administration de la Société est la suivante:

Nom de l'Administrateur	Fonction	Adresse professionnelle	Expiration du mandat
Pierre Mariani	Président	19, rue des Hauts Clozeaux, F-92310 Sèvres, France	AGO 2016
Jean-Yves Maldague	Administrateur délégué	136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Luxembourg	AGO 2016
Naïm Abou-Jaoudé	Administrateur-Directeur	40, rue Washington, F-75408 Paris, France	AGO 2016
Philippe Rucheton	Administrateur	Place du Champ de Mars 5, B-1050 Bruxelles, Belgique	AGO 2016
An Other Look To Efficiency (en abrégé "OL2EF"), représentée par Olivier Lefebvre	Administrateur indépendant	- Siège social de la personne morale: Chaussée de Tervuren 111, B-1160 Bruxelles, Belgique N° de registre: RPM 0892.268.356 - Adresse du représentant permanent: Chaussée de Tervuren 111, B-1160 Bruxelles, Belgique	AGO 2016

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer Deloitte Audit, Société à responsabilité limitée, dont le siège social se situe 560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 67.895, en tant que réviseur d'entreprises de la Société pour l'exercice 2013, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire 2014 de la Société.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Dexia Asset Management Luxembourg S.A.
Naïm Abou-Jaoudé / Jean-Yves Maldague
Administrateur-Directeur / Administrateur délégué

Référence de publication: 2013051255/49.

(130063143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Zalia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 2, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 159.092.

Les associés ont été convoqués à l'Assemblée Générale Extraordinaire, du 21 mars 2013, tenue dans les locaux du siège social sis au 2, Route de Longwy L-4750 PETANGE

Ordre du Jour: Démission du Gérant Technique, démission du Gérant Administratif et Nomination du nouveau Gérant Technique

L'Assemblée s'est ouverte à 10 Heures,

A l'issue de cette Assemblée, les associés ont accepté la Démission du Gérant Technique, Madame Irène Marina ANTUNES DA COSTA née le 12 Janvier 1987 à Braga (PORTUGAL) demeurant, 160 Rue d'Athus L-4710 PETANGE.

Madame Zalia DA CONCEICAO BRAGA BARBOSA FERNANDES née le 17/03/1981 à Barcelos (PORTUGAL) demeurant, 82 rue Joseph Philippe L-4848 RODANGE démissionne de son poste de Gérant Administratif, et est nommée Gérante Technique de la société à dater de ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et les associés étant tous d'accord, L'assemblée Extraordinaire s'est clôturée à 10 heures 30.

Fait à Pétange, le 21 mars 2013.

Mme Zalia DA CONCEICAO BRAGA FERNANDES /
Mme Irène Marina ANTUNES DA COSTA.

Référence de publication: 2013051706/22.

(130062860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Carpathian Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 41.025,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 109.154.

Depuis le 8 mars 2013, la nouvelle dénomination sociale de l'associé unique de la Société, Carpathian PLC, avec siège social à Ioma House / Hope Street, IM1 1AP Douglas, Ile de Man, est Adams Plc.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053895/12.

(130066173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Brean Murray Carret Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.065.012.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 115.346.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique le 16 avril 2013

L'assemblée générale a renouvelé les mandats suivants pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale annuelle en relation avec les comptes de l'exercice se clôturant au 31/12/2012:

1. Monsieur Pierre METZLER, Gérant, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg: gérant de la Société;
2. Monsieur Jacques RECKINGER, Gérant, demeurant professionnellement au 40, boulevard Joseph II, L1840 Luxembourg: gérant de la Société;
3. Monsieur Michel BULACH, Gérant, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg: gérant de la Société;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053850/19.

(130066014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Matma S.A., Société Anonyme Soparfi.

Capital social: EUR 1.500.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 64.738.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:-

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIAIRY & ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIAIRY & ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour MATMA S.A.

Référence de publication: 2013053498/16.

(130065139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.
